

L'ennemi est chez nous! (K.L.)



dans les Casernes

A bas les 2 Ans

Le Comité de Coordination des J. S. et des J. C. de la Seine et de la Seine-et-Oise vient d'adresser la lettre suivante aux Groupes Parlementaires du Front Populaire. Nous sommes heureux de publier ce document qui prend place dans la lutte que nous menons contre les deux ans.

AUX GROUPES PARLEMENTAIRES DU RASSEMBLEMENT POPULAIRE (Parti Radical, Parti Communiste, Parti Socialiste).

Citoyens et Camarades,

Nous voulons, dans cette lettre, exprimer un désir qui, nous en sommes certains, recevra de votre part un bon accueil et aussi satisfaction.

Vous n'ignorez pas certainement que les questions militaires préoccupent la jeunesse de notre région parisienne.

Ce n'est pas sans une certaine appréhension que celle-ci constate, que certaines lenteurs sont apportées dans l'établissement de mesures qui permettraient que les jeunes gens appelés sous les drapeaux bénéficient d'une réduction du temps de service militaire.

Ce n'est pas non plus sans une inquiétude certaine, que nous constatons que l'Armée se trouve actuellement obligée de subir la pression exercée sur elle par les « feuilles infâmes ».

Il nous semble aussi que la GUERRE, maudite et haïe par la jeunesse de notre pays, pourrait, en liaison avec les événements internationaux, devenir, si nous en croyons la presse quotidienne, une réalité très proche.

Tous ces faits et événements trouvent une répercussion très sensible parmi les jeunes de nos organisations, et parmi la jeunesse en général qui espèrent dans le Front Populaire et a soif de paix.

C'est la raison pour laquelle nous vous faisons la demande suivante au nom des organisations composant la jeunesse du Front Populaire et groupant le plus de membres dans la région parisienne.

1° Votre groupe parlementaire serait-il disposé à recevoir une délégation de représentants des Jeunes Communistes et Jeunes

ILS PROTESTENT !...

168° R. I. F., ANGEVILLERS

Nous ne contestons pas la bonne volonté du gouvernement du Front Populaire, mais nous ne parvenons pas à comprendre que l'augmentation des crédits de guerre et le maintien du service de deux ans caractérisent une politique pacifiste. Il faut museler les forces de guerre qui nous mènent à grands pas vers la catastrophe.

A bas les deux ans.

30° DRAGONS, METZ

Vive la démocratisation de l'armée! Ici, tout le monde n'est pas de cet avis. C'est pourquoi trois jeunes instituteurs qui suivaient le peloton des E.O. R. ont été obligés de donner leur démission, parce qu'ils étaient instituteurs et qu'on supposait qu'ils étaient de « gôche ».

62° R. A. C., GABES (TUNISIE)

Colom, Ripplol et Michel sont toujours en prison. M. Daladier veut-il travailler pour Franco? Il faut qu'un autre Gouvernement fasse libérer ces hommes immédiatement.

29° B.C.P., GÉRARDMER

On se souvient que Daladier devait passer des inspections dans les régiments sans que ceux-ci soient prévus. Pour notre régiment, ce ne fut pas le cas. Encore des promesses en l'air! Et que pensent le F. P. et son ministre de la Guerre de huit jours de « tôle », dont trois de cellule, pour avoir lu l'« Euvre »? Dans toutes les diverses allocations des officiers le principal thème est la haine de l'Allemand. Est-ce dans l'esprit du F. P.? Quant aux journaux, la cantine vend tous ceux qui sont officiellement anti-gouvernementaux (le Jour, etc.), et le P. P., et c'est tout.

Qu'en pense M. Daladier? On dirait qu'il cherche à ce que tous les soldats se tournent contre le gouvernement!...

Socialistes de la Seine et Seine-et-Oise;

2° Dans cette entrevue, nous pourrions avoir l'opinion de votre groupe parlementaire sur les questions suivantes :

- a) Réduction du temps de service militaire;
 - b) La presse à l'armée et les journaux factieux;
 - c) Les menaces de guerre.
- L'importance de cette entrevue ne vous échappera sans doute pas, et nous attendons, en l'espérant rapide, la réponse favorable de votre groupe parlementaire.
- Recevez, citoyens et camarades, nos salutations empressées.

8° B.C.P., TOUL

Malgré les déclarations de M. Daladier qui affirme sans rire que toutes mesures sont prises pour que la nourriture des soldats soit améliorée, ici la situation reste la même. Ce que l'on nous sert pour nos repas est immangeable.

Tous les officiers sont fascistes, à l'exception d'un ou deux. Nous attirons particulièrement l'attention de notre ministre sur le cas du capitaine Esculier, lecteur assidu et peu discret du *Courrier Royal*, ainsi que sur celui du lieutenant Maurice Gaston, un dur qui lit le *Flambeau*.

Nous signalons que dans une compagnie, sur 90 recrues, 72 ne possèdent pas le certificat d'études et que 45 vont au cours des illettrés.

24° R.I., LATOUR-MAUBOURG

Nourriture infecte. Rien de changé. Que devient la démocratisation des cadres? Le sergent-chef Reby ne se gêne nullement pour attaquer le gouvernement. Nous réclamons des sanctions.

30° DRAGONS, METZ

Nourriture absolument infecte et nettement insuffisante.

Toute la presse de gauche interdite, y compris l'« Euvre » et le *Petit Journal* (?). Sont seuls autorisés le *Matin*, le *Messin* et le *Lorrain* (trois journaux fascistes). Le *Combat National*, le *Flambeau*, sont directement reçus à la caserne. Qu'en pense M. Daladier?

Mais le *Populaire* est arrêté chez le vaguemestre.

Tout homme qui s'est fait porter malade dans la semaine voit ses permissions supprimées, même s'il a été reconnu. Dans un esprit d'étroite collaboration avec notre ministre, nous lui signalons que le capitaine baron D... affirme, dans ses allocutions fréquentes, son sectarisme antigouvernemental. Vive Franco!

NUANCES
- A dater d'aujourd'hui vous avez un quart en plus!
- J'aimerais mieux un an en moins!...

« LA COMMUNE » en mal de copie

« La Commune », organe du Parti Ouvrier Internationaliste, qui s'intéresse à la jeunesse, depuis qu'elle a constaté que seule la jeunesse peut permettre à un parti de vivre, vient de publier une édition luxueuse (pour des débutants) de la « Commune des Jeunes ».

Certaines organisations se développent sans pouvoir éditer un journal. Voilà, pour une fois, un journal qui vient de naître sans qu'il existe une organisation.

La « Commune des Jeunes » s'excuse auprès des camarades marins et sol-

ditions. Le service d'espionnage est organisé, afin de savoir ce que pensent les hommes. Mais, par contre, le service des douches ne fonctionne pas, nous avons douches environ une fois par mois.

168° R.I.F., THIONVILLE

A la caserne Jeanne-d'Arc, dont la réputation n'est plus à faire, la nourriture est exécrable. Que le distingué ministre de la Défense Nationale vienne goûter à la soupe, à l'improviste, n'importe quel jour; rien de changé depuis les élections. Il y a deux semaines, une inspection officielle fut faite aux cuisines. Mais le colon a été prévenu quarante-huit heures à l'avance. Dans l'armée, c'est comme dans le civil pour l'inspection du travail. Bien entendu, les cuisines avaient été nettoyées de fond en comble par une équipe de copains spécialement affectés à ce boulot. La nourriture avait été améliorée. Assez d'hygiène, nous voulons contrôler l'ordinaire par nos délégués élus.

Comptons sur nous et rien que sur nous!

30° DRAGONS, METZ

Nourriture absolument infecte et nettement insuffisante.

Toute la presse de gauche interdite, y compris l'« Euvre » et le *Petit Journal* (?). Sont seuls autorisés le *Matin*, le *Messin* et le *Lorrain* (trois journaux fascistes). Le *Combat National*, le *Flambeau*, sont directement reçus à la caserne. Qu'en pense M. Daladier?

Mais le *Populaire* est arrêté chez le vaguemestre.

Tout homme qui s'est fait porter malade dans la semaine voit ses permissions supprimées, même s'il a été reconnu. Dans un esprit d'étroite collaboration avec notre ministre, nous lui signalons que le capitaine baron D... affirme, dans ses allocutions fréquentes, son sectarisme antigouvernemental. Vive Franco!

36° R. A., ISSOIRE

Ici, les officiers fascistes se moquent éperdument des circulaires Daladier. A bas les deux ans!

1er R.I.C., CLIGNANCOURT

Le 6 décembre 1936, une fouille a eu lieu dans une chambre de la première compagnie du 1er bataillon, par le lieutenant Charrier, accompagné du caporal-chef Vable. Cette perquisition a eu lieu à la suite du mouchardage injustifié d'un membre du Parti Social Français nommé Bequet qui est un lecteur assidu de *Gringoire* et du *Jour*. Les hommes furent consignés pendant vingt et un jours, sous prétexte d'épidémie d'oreillons, certains furent punis de prison: Robineau (marié, deux enfants), 8 jours de prison; motif: a été trouvé en possession du *Populaire* et de l'*Humanité*; Pailbe de Saint-Maixent, vingt-cinq jours de prison, dont dix de cellule; motif: a lu l'*Humanité* dans la chambre et est accusé (sans preuve) d'avoir tenu des propos antimilitaristes. Chose plus grave, le lieutenant Charrier et le capitaine Ezzières ont fait signer à ce jeune camarade un rapport complètement faux, en le menaçant de...?

Le commandant Boutry, brute sanguinaire, menace des foudres militaires tous nos jeunes amis et leur tient des propos tout à fait insultants pour notre chef Léon Blum et accuse le Gouvernement de ne pas donner de subsides pour l'ordinaire des troupes.

Est-ce que, oui ou non, M. Daladier se f... de nous?

22° B. O. A., VINCENNES

Nous avons une divergence doctrinale avec notre patron, M. Daladier. Nous pensons qu'il faut supprimer le service de deux ans et le remplacer par le service d'un an. Nous nous permettons de demander au nom de combien de jeunes parlent les Jeunes Radicaux Socialistes nés au Congrès de Biarritz, qui protestent contre la propagande excellente menée par les Jeunes Socialistes.

de forts. Nous en avons compté vingt-cinq.

Nous en avons reconnu quinze, pour les avoir déjà lus dans la « Jeune Garde ».

On nous affirme que les dix autres ont été découpés dans le « Populaire » et dans l'« Humanité ».

Nous remercions la « Commune » de l'aimable hospitalité qu'elle nous offre. Nous ne lui disons pas: à charge de revanche, car nous devons laisser plusieurs communiqués sur le marbre à chaque numéro.

Toutefois, nous nous tenons à la disposition de la « Commune », dans le cas où elle jugerait préférable de nous demander des inédits plutôt que de publier des informations qui datent de six mois.

Continuons !

Nous qui voulons lutter avec efficacité contre les projets de militarisation de la jeunesse formés par l'état-major et défendus chaleureusement par le parti radical, nous remercions au seuil de cette année nouvelle tous nos camarades et nos sympathisants qui nous ont fait confiance au cours de l'année qui vient de s'écouler. Nous leur rappelons les conseils que nous leur avons maintes fois donnés relatifs à l'action qu'ils mènent au sein de leur garnison. Particulièrement en ce moment il est d'une importance exceptionnelle que vous ne confiez pas vos projets à n'importe quel solliciteur venu. Des exemples récents et regrettables montrent qu'il faut être prudent et faire confiance seulement à ceux qui ont déjà montré ce qu'ils sont.

La lutte pour la Paix et contre le Militarisme exige de la prudence alliée à de la témérité. La lutte contre les deux ans que nous entendons élargir plus que jamais exige de la persévérance. Certains découvrent aujourd'hui qu'il faut s'intéresser au problème de la jeunesse et que ce problème de la jeunesse entraîne directement l'appui ou l'entrave apportés à la lutte des encasernés.

Il y a quinze jours nous avions les honneurs de la tribune à la réunion du Comité central du Parti Radical. Un représentant des J.R.S. nous a pris à partie, disant qu'il ne comprenait pas notre attitude. Peu importe. Ceux qui sont enfermés pour deux ans au service de la bourgeoisie savent que la lutte que nous menons est la bonne.

D'autres « professeurs de révolutionnarisme » rappellent aux jeunes soldats qu'ils sont « trahis par leurs organisations de jeunesse ».

Vous savez que nous avons été, depuis le premier jour, à la tête de la lutte contre le militarisme et les deux ans.

NOUS CONTINUERONS QUAND MEME !

Nous apprenons que la « Commune » vient d'être saisie pour « provocation de militaires à la désobéissance ».

Nous protestons contre cette mesure arbitraire. La liberté de la presse existe encore!

Correspondance

Un camarade de New-York désire entrer en correspondance régulière avec un camarade français sachant l'anglais. Ecrire à Victor W. Davis, 408 West 22nd St. New-York N. Y. — U.S.A.

VIVENT LES COMITÉS DE SOLDATS !

La France signait le 30 mars 1912 un traité de protectorat avec le Maroc. Et le 25 mai de la même année le général Lyautey nommé Résident général déclarait au sultan Moulay-Hafid :

« Respectueux des prérogatives traditionnelles du pouvoir chérifien, Votre Majesté peut être assurée des sentiments personnels qui m'inspirent à son égard; respectueux également de la religion et de l'œuvre des sujets de Sa Majesté, la France est résolue à lui donner le concours le plus effectif pour l'introduction d'un régime d'ordre, de civilisation et de progrès. »

Vingt-cinq années ont passé depuis que notre pays a pris la lourde charge de « guider », de « protéger » le Maroc, et les réformes les plus élémentaires sont encore à réaliser.

Déjà en 1920 dans son rapport du 3 décembre au Quai d'Orsay le Maréchal Lyautey lui-même prévoyait des réformes indispensables à ce peuple, « exceptionnellement doué, à l'esprit ouvert, s'adaptant rapidement ».

En 1934 — 14 années plus tard — le résident Lucien Saint qui accumula toutes les fautes, déclarait, la veille de son départ: « Des erreurs ont pu être commises: l'infaillibilité n'est pas de ce monde. Le Gouvernement a la haute mission de les redresser, il ne saurait y faillir. Tout le passé de la France en est un sûr garant... Des Réformes viendront. »

Ainsi les résidents, les représentants du grand Capitalisme sentaient eux-mêmes la nécessité absolue d'entrer dans la voie des réformes.

Nous n'avons cessé nous-mêmes, une poignée de militants, de réclamer un minimum de réformes indispensables. Nous avons signalé à maintes reprises le danger de cette odieuse politique qui s'appuie sur l'obscurantisme et la répression.

Chronique Coloniale

Le Maroc aux fascistes

Nous avons dénoncé le mécontentement de tout un peuple de paysans réduit à la misère et à la famine. Aussi est-ce avec joie que nous avons vu le XXXIII^e Congrès de notre Parti voter à l'unanimité une motion sur le problème colonial en Afrique du Nord.

Cette motion et l'avènement du Gouvernement de Front Populaire fit naître un immense espoir chez tous nos « protégés » oubliés depuis si longtemps, sous le joug des représentants du grand Capitalisme.

Les semaines, puis les mois passèrent et rien ne vint calmer les légitimes impatiences de ceux qui souffraient, de ceux qui mouraient de faim.

Puis tout-à-coup, dans la zone voisine, éclata, comme une bombe, la révolte fasciste. Franco devint le grand maître du Maroc Espagnol.

Alors nos dirigeants commencèrent à s'émouvoir. Etait-on sûr de la population marocaine? En somme, on n'avait jamais rien fait pour elle, alors?

Alors il y avait deux méthodes. Remplacer Peyrouton par un résident intelligent et bon républicain — comme un Guillon, résident en Tunisie — et entrer immédiatement dans la voie des réformes urgentes et indispensables.

Ou bien choisir « un sabre », un de ces valets du grand Capitalisme qui connaissent un moyen de gouverner: la répression.

Le Gouvernement, mis en garde par nous-mêmes, a cru devoir, lui gouvernement démocratique, choisir la



Peyrouton satrape débarqué du Maroc

seconde méthode. Ce choix ne lui fait pas honneur.

Ainsi le général Nogues fut fait résident et commandant en chef des armées d'occupation en violation de la motion votée au XXXIII^e Congrès, qui demande la réduction ou la suppression des pouvoirs militaires dans les protectorats.

Ce général que j'avais eu l'occasion personnellement de connaître et de juger à Rabat en 1931 au début de juillet, n'est autre que le genre du sinistre Delcassé. Arabophobe, il fut sous le pro-consulat de Lucien Saint, directeur des affaires indigènes.

Il est l'auteur des répressions de 1930 et 1931 qui valurent à de nombreux et courageux militants marocains, la bastonnade, la prison et la déportation.

C'est le même général qui fit condamner un innocent à 2 ans de prison par le pacha de Rabat et qui avoua en ces termes :

« Il est peut-être innocent, il n'est peut-être que la cinquième roue d'un carrosse, mais je lui ai fait donner 2 ans par le pacha pour faire un exemple. »

C'est ce même général qui prétendait qu'il fallait conquérir les tribus à la mitrailleuse, même celles qui voulaient se rendre sans combat.

« Quelle autorité sur les indigènes aurions-nous sans cela! » ajoutait-il. Tout cela fut dénoncé en son temps, dans le *Populaire* et le trop violent

directeur des affaires indigènes fut mis par Briand dans l'obligation de démissionner.

Il ne fallait pas être grand clerc pour redouter le retour du genre du sinistre Delcassé! Sa nomination parut tellement étonnante que le journal réactionnaire: *Je suis partout* fit paraître cette manchette :

« Le gouvernement marxiste a débarqué du Maroc le genre de Malvy, et l'a remplacé par un général, genre de Delcassé. Ça Laval l'aurait trouvé trop réactionnaire! ».

(A suivre)

ROBERT-JEAN LONGUET.

Informations Coloniales

A Madagascar, l'octroi de la semaine anglaise va être décidé. Mais l'épuration de l'administration s'impose. Depuis l'avènement du Front Populaire, les fonctionnaires indigènes, suspects de sympathie F. P. en voient de toutes les couleurs. Les européens d'ailleurs n'ont

rien à leur envier. Les Croix de Feu s'attachant à leurs prébendes et les radicaux, qui viennent de créer l'union Franco-Malgache, les soutiennent tant et plus. Une commission d'enquête s.v.p.

Léon Blum vient d'attribuer le droit de citoyenneté française aux Algériens, sous certaines conditions. Cela crée 20.000 électeurs de plus. Les députés d'Algérie ont aussitôt poussé des hauts cris. Car l'indigène n'était pas représenté à la Chambre jusqu'ici. Et les députés algériens ne sont que les députés des Français installés en Algérie.

Au Sénégal, les ouvriers indigènes ont senti la moutarde qui leur montait au nez. Et la grève a été déclenchée.

A la Réunion, le directeur du chemin de fer et du port, Maucière se moque éperdument du droit syndical. Sa révocation s'impose.

Une question des plus graves est l'antisémitisme en Afrique du Nord. Les Doriots, La Rocque et autre Xavier Vallat en abusent continuellement. Certains villages d'Oranie sont témoins de véritables pogromes. Des sanctions très sévères s'imposent contre les factieux.

Mais toutes ces mesures sont de peu d'effet pour améliorer le sort des travailleurs coloniaux. Il faut que ceux-ci prennent en main leurs intérêts, chassent l'impérialisme français qui les brime dans leurs droits nationaux et leurs droits humains. Qu'ils mettent en pratique cette phrase de la déclaration des Drois de l'Homme « La résistance à l'oppression est un droit imprescriptible. L'insurrection est le plus sacré des devoirs ». La solidarité agissante des travailleurs français les aidera dans leur lutte pour la liberté.